

Primaires à droite : Alain Juppé consolide sa position de favori

Dans l'enquête électorale du Cevipof réalisée par Ipsos-Sopra Steria en collaboration avec « Le Monde », Nicolas Sarkozy marque le pas dans les intentions de vote. Bruno Le Maire échoue à bousculer la hiérarchie

Un mois de la primaire de la droite, organisée les 20 et 27 novembre, le baromètre est au beau fixe pour Alain Juppé. Tout au moins au vu des derniers résultats de l'enquête électorale menée par le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), en collaboration avec *Le Monde* et réalisée par Ipsos-Sopra Steria ; un sondage d'une ampleur inédite, qui repose sur l'interrogation périodique d'un panel de près de 20 000 personnes.

Malgré la taille de cet échantillon, gage d'une plus grande fiabilité, cette enquête, comme tout sondage, n'est qu'une photo (imparfaite) de l'état de l'opinion à un moment donné. Elle n'a aucun caractère prédictif. Il reste que cette photo est sensiblement différente de la précédente. La sixième vague, qui avait été réalisée du 9 au 18 septembre – et dont nous avons publié les résultats dans *Le Monde* du 27 septembre –, avait reflété la dynamique du début de campagne de Nicolas Sarkozy. Cet engouement a connu un net coup d'arrêt, enregistré par différents instituts à partir de la fin septembre.

Image clivante

La septième vague de notre enquête, réalisée du 14 au 19 octobre auprès de 17 047 personnes, dont 1 217 se déclarant certaines d'aller

Seuls 39 % de ceux qui déclarent avoir l'intention de voter pour Juppé le justifient « par adhésion à ce candidat »

voter à la primaire, le confirme. M. Sarkozy avait gagné six points d'intentions de vote au premier tour entre mai et septembre, tandis que M. Juppé en avait perdu dans la même période. L'écart, qui était de 16 points en mars en faveur de l'ancien premier ministre, s'était réduit à 4 points (37 % contre 33 %). Il est revenu à onze points dans la septième vague. M. Juppé est crédité de 41 % d'intentions de vote (+ 4 points en un mois), tandis que M. Sarkozy redescend à 30 % (- 3), au niveau qu'il avait atteint en juin. Confirmation : le match devrait se jouer entre ces deux candidats. François Fillon, à 12 % (+ 2), chipe de justesse la troisième place à Bruno Le Maire (11 %, - 2), mais tous deux restent distancés de près de 20 points par M. Sarkozy.

La nette progression de M. Juppé s'observe au sein de tous les élec-

torats. Et en tout premier lieu parmi les sympathisants du parti Les Républicains (LR), qui forment de loin le plus gros bataillon (56 %) des personnes se disant certaines d'aller voter à la primaire. Après de cet électorat, l'ancien premier ministre est en hausse de 6 points, à 34 % d'intentions de vote. M. Sarkozy, dont c'est le cœur de cible et le « socle », y perd 5 points, à 42 %. L'avance de l'ancien président parmi les sympathisants LR était de 14 points en septembre ; elle n'est plus que de 8 points.

Caricature

La tendance s'inverse également chez les sympathisants du Front national, pour lesquels M. Sarkozy ne ménage pourtant pas sa peine dans ses discours. 34 % d'entre eux (- 7 points) disent avoir l'intention de voter en sa faveur, contre 25 % (+ 4 points) pour M. Juppé. Ce dernier progresse encore chez les centristes (70 %, + 3) et parmi les sympathisants de gauche (71 %, + 5), deux électorats qui étaient déjà très largement acquis à sa cause.

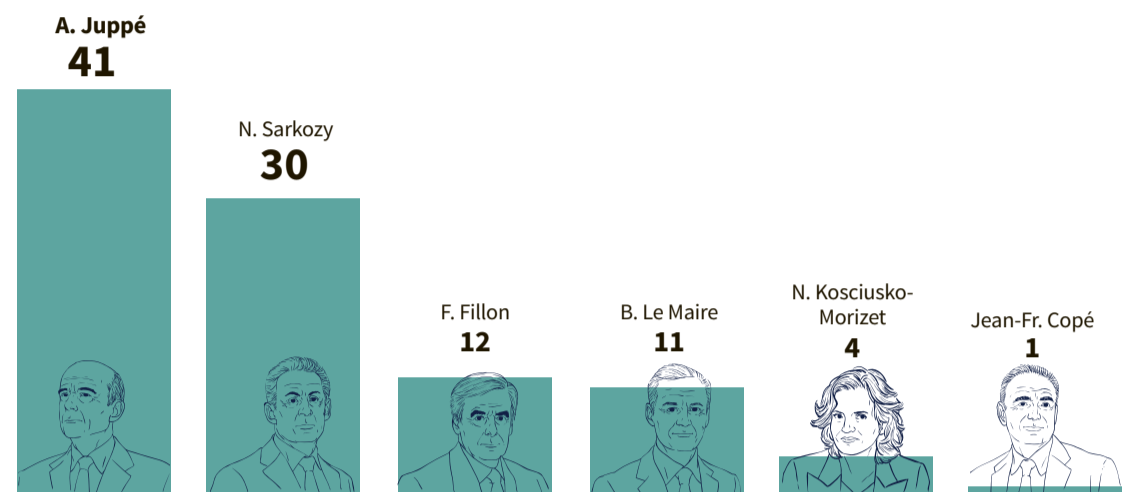
Il semble qu'en accentuant jusqu'à la caricature, ces dernières semaines, des thématiques très droitières et un style populiste qui sont devenus sa marque de fabrique, M. Sarkozy ait suscité nettement plus de rejet que d'engouement. Il est réapparu en cam-

L'écart se creuse entre Juppé et Sarkozy

Intention de vote au premier tour

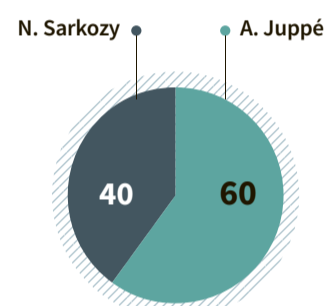
Si le premier tour de la primaire à droite avait lieu dimanche prochain et si vous aviez le choix entre les candidats suivants, pour lequel y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?

EN % DES PERSONNES CERTAINES D'ALLER VOTER



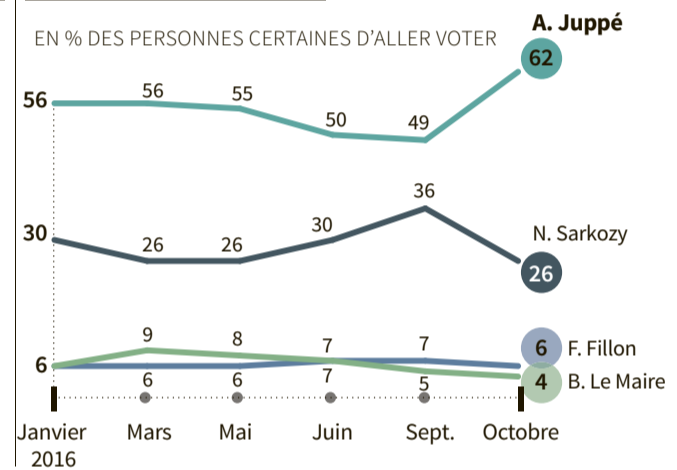
Intention de vote au second tour

EN % DES PERSONNES CERTAINES D'ALLER VOTER



Pronostic de victoire

EN % DES PERSONNES CERTAINES D'ALLER VOTER



Les « infiltrés » de gauche, des stratèges ou des résignés ?

70 % des électeurs de gauche qui se disent décidés à voter à la primaire de la droite se prononcent en faveur d'Alain Juppé

En validant, en mai 2015, les statuts du nouveau parti Les Républicains, ses responsables ont entériné le principe de l'organisation d'une élection primaire ouverte à droite et au centre. Rétrospectivement, ses inspirateurs ont de toute évidence sous-estimé un phénomène aujourd'hui confirmé par plusieurs enquêtes d'opinion : la volonté d'électeurs de gauche et du Front national de participer à ce scrutin.

Dans l'enquête électorale du Cevipof, qui étudie depuis novembre 2015 les mouvements d'opinion de 25 000 Français, un noyau dur de 10 % des participants à la primaire (sur un total de 1 200 personnes certaines d'aller voter) se déclare proches d'un parti de gauche (et 12 % affichent une proximité partisane avec le Front national). Au total, un électeur sur

cinq susceptible de prendre part à cette primaire n'appartient donc ni aux Républicains ni au centre. Le politiste se doit de s'interroger sur la réalité et la nature d'un tel phénomène. Ces électeurs que l'on qualifiera « d'infiltrés » existent-ils ? Quelles sont leurs motivations ? Seront-ils décisifs au soir du premier tour de la primaire ?

Par définition, une primaire « ouverte » rend possible une mobilisation de l'ensemble des citoyens inscrits sur liste électorale. Rappelons que si les électeurs de gauche représentent 10 % des personnes déclarant être certaines d'aller voter le 20 novembre, ils ne représentent que 3 % de l'ensemble des Français sympathisants de gauche. En revanche, ils se singularisent par un vote massif (70 %) sur la candidature d'Alain Juppé contre 4 % sur celle de Nicolas Sarkozy. Le rapport de force est in-

versé pour les « infiltrés » du FN qui préfèrent l'ancien président de la République (34 %) à Alain Juppé (25 %), puis Bruno Le Maire (17 %).

Une forme d'adhésion

Le plébiscite pour le maire de Bordeaux soulève une question cruciale : s'agit-il d'un vote d'adhésion ou d'un « vote stratège » ? Notre enquête montre qu'une majorité des électeurs de gauche (52 %) choisissent avant tout Alain Juppé pour faire barrage à un autre candidat. La logique qui sous-tend cette démarche est claire : il s'agit, pour un électeur de gauche, d'éviter de devoir choisir entre Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen, lors du second tour de l'élection présidentielle. Par ce choix, l'électeur de gauche anticipe d'office l'absence d'un candidat de gauche crédible au premier tour, et donc présent au second.

pagne tel qu'en lui-même, alors qu'il avait tenté de corriger partiellement son image dans un livre en forme de mea culpa (*La France pour la vie*, Plon, 264 p., 18,90 €), publié fin janvier. Ce faisant, l'ancien président a réactivé son image clivante et mobilisé ses opposants contre lui. La publication par Patrick Buisson d'un livre à charge et la diffusion à la télévision d'un documentaire sur l'affaire Bygmalion, début octobre, ont également contribué à rappeler au « bon » souvenir des Français certaines des pages les plus sombres de son quinquennat.

M. Juppé, à l'évidence, profite pleinement des réflexes anti-

sarkozysmes qui restent vivaces auprès d'une partie de l'opinion depuis 2012, et qui tendent à resurgir à chaque outrance de l'ancien président. L'ancien premier ministre en est le réceptacle naturel. On peut l'observer dans les motivations de vote à la primaire. Seuls 39 % de ceux qui déclarent avoir l'intention de voter en faveur de M. Juppé le justifient « par adhésion à ce candidat », alors que cette raison est évoquée par 62 % de ceux qui se prononcent pour M. Sarkozy. 21 % expliquent avoir choisi M. Juppé « pour barrer la route à un autre candidat », contre 11 % de ceux qui se portent sur la candidature de M. Sarkozy.

Pour cette raison, M. Juppé bénéficie toujours, à ce stade, de bons reports de voix. Ce qui lui permet de creuser l'écart dans les intentions de vote de second tour. Selon les résultats de cette septième vague, il l'emporterait avec 60 % (+ 4 points par rapport à septembre), contre 40 % (- 4) à M. Sarkozy. Les personnes interrogées dans cette enquête ont intégré le fait que la balance penche, pour l'instant, très nettement en faveur de M. Juppé. 70 % (+ 14 points) des personnes interrogées, 62 % (+ 13) de ceux qui se disent certains d'aller voter, estiment qu'il va l'emporter. ■

JEAN-BAPTISTE DE MONTVALON

Reste à savoir si le vote de ces « infiltrés » de gauche pesera véritablement dans la balance. La réponse est sans équivoque. Ils n'ont pas la capacité de faire et défaire le jeu de la primaire. En effet, après simulation des intentions de vote sans ces électeurs de gauche, Alain Juppé reste toujours nettement en tête au premier tour, avec 38 % (contre 41 % avec les « infiltrés » de gauche).

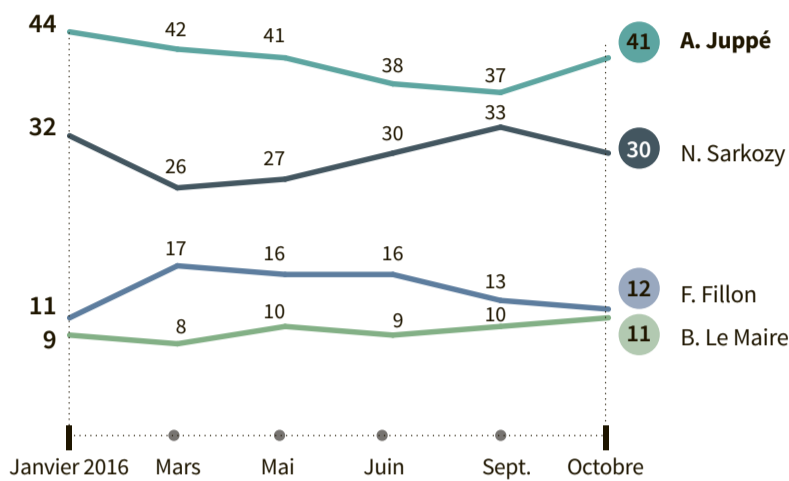
C'est davantage au sein de l'électorat centriste que se situe le vote décisif en faveur du maire de Bordeaux. Par le nombre de participants à la primaire, les « infiltrés » de gauche expriment autant un désarroi face à leur propre famille politique que l'acceptation par défaut d'un candidat, certes éloigné de leurs idées politiques, mais qui leur permet d'empêcher le retour de Nicolas Sarkozy.

MARTIAL FOUCAULT
(DIRECTEUR DU CEVIPOF)

La mobilisation, facteur décisif pour les deux principaux candidats

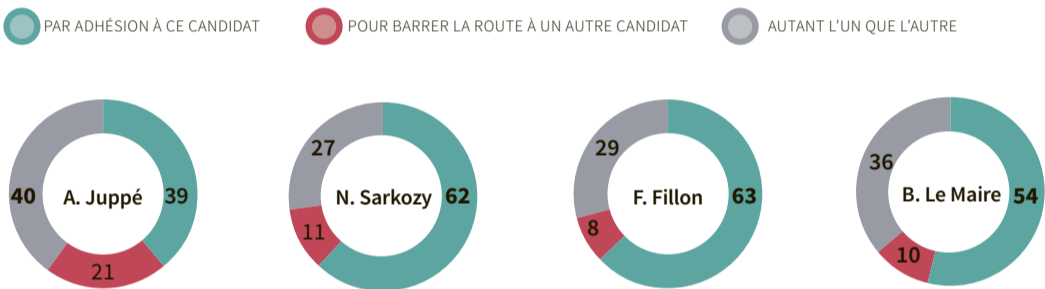
Le pronostic de victoire exerce un puissant effet d'entraînement

INTENTION DE VOTE, EN % DES PERSONNES CERTAINES D'ALLER VOTER



Motivations de vote

EN % DES PERSONNES CERTAINES D'ALLER VOTER



SOURCES : IPSOS - SOPRA STERIA, CEVIPOF ET LE MONDE; INFOGRAPHIE LE MONDE

Echantillon : 17 047 personnes inscrites sur les listes électorales, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, dont 1 217 personnes certaines d'aller voter à la primaire à droite. Sondage effectué du 14 au 19 octobre 2016.

L'originalité de l'enquête Cevipof réalisée par Ipsos-Sopra Steria sur l'évolution des intentions de vote est de reposer sur un échantillon d'individus qui se sont engagés à répondre de novembre 2015 jusqu'au second tour des législatives. On peut donc identifier, d'une vague à l'autre, ceux qui changent dans leurs intentions de vote, reconstituer leurs trajectoires et ainsi analyser ce phénomène central qu'est la mobilité électorale.

L'un des tout premiers enseignements de ce suivi est que l'évolution des intentions de vote en faveur d'un candidat est la résultante de deux phénomènes distincts. D'une part, des transferts de vote, un électeur pouvant tout simplement décider de voter pour un autre candidat que celui qui avait sa préférence le mois précédent. D'autre part, des évolutions liées au niveau de mobilisation : un électeur peut être, à un moment T, certain de vouloir aller voter, et le mois suivant, ne plus l'être, tout comme un électeur qui n'était pas mobilisé peut soudain le devenir.

Une intention de vote est donc toujours un solde, la résultante de flux permanents, avec pour un candidat des gains et des pertes par rapport à ses concurrents mais aussi, des gains et des pertes en terme de mobilisation. Ce sont ces flux que notre panel permet de retracer.

Dans cette 7^e vague de notre enquête, l'écart se creuse entre les deux favoris de la primaire à droite, Alain Juppé et Nicolas Sarkozy. Sur les 4 points gagnés par M. Juppé entre septembre et octobre, 1,5 provient de transferts de vote entre lui et d'autres candidats et 2,5 d'évolutions liées au niveau de mobilisation des électeurs. Ce sont surtout ces dernières qui sont impressionnantes : M. Juppé gagne 14 points grâce aux personnes qui n'étaient pas certaines d'aller voter il y a un mois, mais qui le sont aujourd'hui et votent pour lui ; et il ne perd « que » 11,5 points chez des électeurs acquis, mais qui se démobilitent.

Convaincre d'aller voter

L'analyse des gains et des pertes de Nicolas Sarkozy est également très éclairante : en terme de transferts de vote, son solde est négatif d'un point. Mais en terme de mobilisation, il est également soumis à des mouvements très puissants : 11,5 points de pertes dues à des électeurs qui se démobilitent et qui votaient pour lui, 9,5 points de gains dus à de nouveaux électeurs, soit - 2 au final.

Pour ces deux candidats, on voit donc combien les effets de mobilisation ou de démobilitation de leurs électeurs potentiels constituent le phénomène central, celui qui fera le résultat final, plus encore que ce qu'ils gagnent ou perdent auprès de leurs rivaux. Leur

enjeu est donc moins de convaincre, c'est déjà fait, que de mobiliser. Ce n'est en revanche pas ou peu le cas pour François Fillon et Bruno Le Maire, dont les évolutions sont davantage dues à des transferts de vote qu'à des effets de mobilisation.

En votant pour M. Juppé ou M. Sarkozy, les électeurs savent maintenant assez précisément ce qu'ils achètent et, à moins d'une bourde, d'une image ou d'une phrase qui tue, les représentations sont fixées, ce qui explique ces forts effets de mobilisation.

Ce qui devient donc crucial, c'est le pronostic, car il conditionne la mobilisation. Qui va gagner ? Est-il utile ou pas de se déplacer, d'aller voter ? Or, c'est cet indicateur qui tourne à l'avantage de M. Juppé : 62% des électeurs (+ 13 points par rapport à septembre) pensent qu'il va l'emporter, 26% (- 10 points) que ce sera M. Sarkozy. 98% des électeurs de M. Juppé considèrent qu'il va gagner, tandis que près de 20% des électeurs de M. Sarkozy votent pour lui... en pensant que c'est Juppé qui l'emportera.

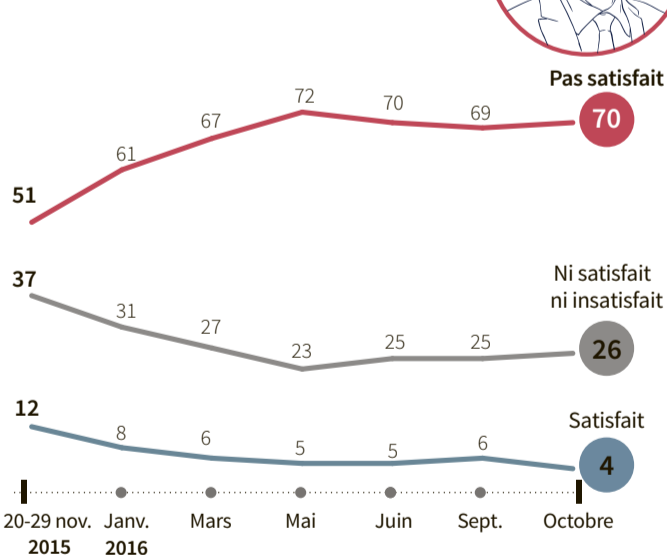
Le risque pour Alain Juppé : que ses électeurs se disent que c'est fait et n'aillent finalement pas voter. Le risque pour Nicolas Sarkozy : que ses électeurs se disent que c'est perdu et n'aillent finalement pas voter. L'enjeu-clé pour les deux : la mobilisation. Jusqu'au bout. ■

BRICE TEINTURIER (DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ D'IPSOS FRANCE)

Satisfaction à l'égard de François Hollande

De manière générale, êtes-vous satisfait de l'action du président de la République, François Hollande ?

EN % DES PERSONNES INTERROGÉES



Hollande: une impopularité record

Seulement 4% des 17 047 personnes interrogées dans la 7^e vague de l'enquête électorale du Cevipof se déclarent satisfaits (3% « plutôt satisfaits », 1% « très satisfaits ») de l'action de François Hollande. C'est le taux le plus faible enregistré depuis le lancement de ce vaste sondage, en novembre 2015. Lors de la première vague, 12% des sondés se disaient satisfaits. Ce taux était tombé à 8% six semaines plus tard, en janvier, lors de la controverse sur la déchéance de nationalité. Puis, de mars à septembre, il a oscillé entre 5% et 6%. La proportion d'insatisfaits atteint 70% (+1 point par rapport à septembre), soit deux points en dessous du record d'insatisfaction qui avait été enregistré en mai, au plus fort des crispations sur la loi El Khomri. Depuis que ce point bas a été atteint, il y a cinq mois, on n'a pas enregistré le moindre frémissement en faveur du président de la République. On observe cet encéphalogramme plat dans la note moyenne qui lui est attribuée, sur une échelle de graduée de 0 à 10, et qui mesure le taux de satisfaction à son égard. Le chef de l'Etat n'avait pas démarré bien haut : sa note moyenne était de 3,4 en novembre 2015. Elle est descendue à 2,8 en janvier, 2,5 en mars, 2,1 en mai. Depuis juin, elle est stable à 2,3.

Des électeurs moins libéraux que les projets

Les partisans de Fillon sont les seuls à soutenir fortement ses propositions économiques

Si les quatre principaux candidats à la primaire de la droite – François Fillon, Alain Juppé, Bruno Le Maire et Nicolas Sarkozy – ont présenté des propositions en matière d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), d'assurance-maladie, de temps de travail légal et de possibilités de licenciement, qui parfois diffèrent quant à leurs détails ou leur ampleur, il n'y a pas de divergence entre eux quant aux évolutions souhaitées. Cependant il n'en va pas de même pour leurs électeurs lors de la primaire. Des différences substantielles existent.

Ainsi sur ces quatre enjeux économiques, les répondants ayant l'intention de voter pour François Fillon sont ceux qui sont les plus fortement et systématiquement en accord avec les évolutions proposées : 74 % d'entre eux souhaitent diminuer l'ISF, 73 % baisser les dépenses publiques pour l'assurance-maladie, 80 % se prononcent en faveur d'une augmentation du temps de travail légal des salariés et 64 % d'un accroissement des possibilités pour les entreprises de licencier. Les inflexions économiques prônées par Nicolas Sarkozy sont aussi systématiquement soutenues par une majorité de son électeurat sur chacun des enjeux économiques, mais avec une intensité moindre.

A l'inverse, dans l'électorat d'Alain Juppé, l'augmentation du temps de travail est le seul enjeu sur lequel il y a congruence. La singularité de l'électorat juppéiste est encore soulignée par le fait que les diminutions tant des dépenses d'assurance-chômage que de l'ISF ne recueillent pas un assentiment

majoritaire en son sein, et en son sein seulement. Manifestement le soutien massif dont bénéficie Alain Juppé dans les intentions de vote à la primaire ne trouve pas ses racines dans une communauté de vue sur les questions programmatiques, tout au moins en matière économique.

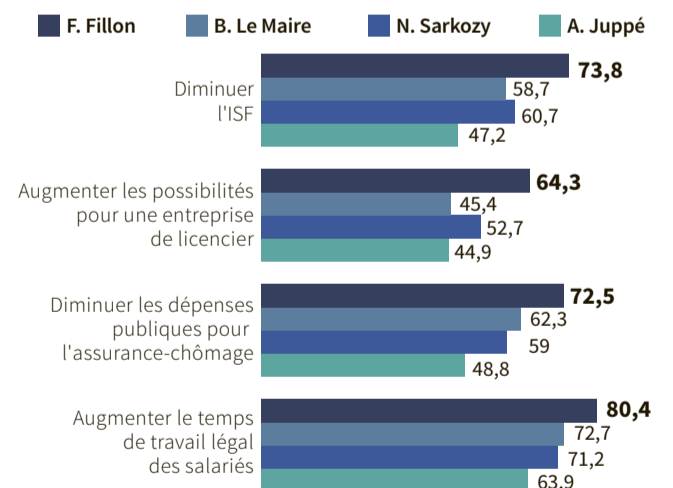
En contrepoint, l'électorat filloniste apparaît particulièrement cohérent sur le plan des idées économiques, puisque l'accroissement des possibilités de licencier n'est pas majoritairement soutenu non plus parmi l'électorat de Bruno Le Maire. Ainsi, il existe des dissonances entre les évolutions économiques, très libérales, proposées par les candidats et celles, plus modérées, souhaitées par leur électeurat. La logique concurrentielle de la primaire a poussé à une surenchère qui a, pour partie, excédé les attentes des électeurs potentiels de la primaire.

Pierre d'achoppement

Mais le décalage précédemment constaté s'amplifie lorsque l'on examine les préférences de l'ensemble des sympathisants du parti Les Républicains : si la diminution des dépenses d'assurance-chômage et l'augmentation du temps de travail légal sont majoritairement souhaitées, la diminution de l'ISF et l'assouplissement des conditions de licenciement ne recueillent que 44 % et 36 % d'approbation. La discordance progresse encore si l'on analyse les réponses des sympathisants centristes et frontistes : aucune des évolutions proposées par les principaux candidats à la primaire ne re-

Attitude des électeurs de la primaire face à quatre réformes

Lecture : sur 100 électeurs certains de voter pour F. Fillon, 73,8 % sont favorables à la diminution de l'ISF contre 47,2 % des électeurs d'A. Juppé



SOURCES : CEVIPOF, SYLVAIN BROUARD

cueille en effet une majorité dans l'un de ces deux groupes. Enfin, au sein de l'ensemble de l'électorat, entre 20 % et 37 % des répondants soutiennent les différentes inflexions de politique économique. La question des licenciements constitue, quant à elle, une pierre d'achoppement particulière, et ce au sein de tous les électeurats.

Si la désignation du candidat à la présidentielle au moyen de primaires présente des avantages en termes de participation citoyenne, elle n'est pas exempte de biais. En effet, les électeurs qui sélectionnent de facto les candidats ont des préférences différentes du reste de l'électorat, dont les positions économiques sont nettement plus libérales que celles du reste de l'électorat. Or, la logique concurrentielle propre à la primaire induit une surenchère qui semble placer la majorité des candidats sur des positions économiques plus libérales encore que celles de l'électorat même de la primaire.

Ainsi, le candidat des Républicains sera d'autant plus en porte-à-faux avec les orientations de l'électorat en général, tant de la part de leurs propres sympathisants que des autres segments électoraux nécessaires à une victoire au second tour. Dans un système politique multipartisan, un tel phénomène porte en lui les germes de possibles défections électorales lors de l'élection présidentielle, avec des conséquences potentiellement loin d'être négligeables. ■

SYLVAIN BROUARD (CHERCHEUR, CEVIPOF, SCIENCES PO)